



Rapport actualisé sur la mise en œuvre du

PSDA

Programme spécial pour le développement de l'Afrique



Novembre 2019

1. APERÇU DU RAPPORT SUCCINCT

1. Le présent document est un rapport succinct sur le Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA) qui a été lancé en 2008 et mis en œuvre sur une période de cinq ans, se terminant en 2012. Bien que les approbations aient pris fin en novembre 2012, la mise en œuvre des projets approuvés a été poursuivie.
2. Selon la recommandation du troisième Sommet extraordinaire de l'OCI, tenu à la Mecque (Arabie saoudite) en décembre 2005, le programme devrait s'attaquer à la pauvreté, renforcer les capacités, et éliminer l'analphabétisme, les maladies et les épidémies dans les pays membres africains. Le programme a été élaboré et lancé après sa validation par une réunion ministérielle tenue à Dakar (Sénégal) en janvier 2008. Il a ainsi succédé à un programme similaire, le *Cadre de coopération de la BID pour l'Afrique* (Déclaration de Ouagadougou), que la BID a mis en œuvre de 2003 à 2007 en faveur des pays subsahariens.
3. Le programme a bénéficié à 22 pays africains, à savoir le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Togo et l'Ouganda.
4. Compte tenu du nouveau modèle d'entreprise de la BID visant à mettre les marchés au service du développement, la Banque continue d'apporter aux pays membres, notamment les pays africains, son appui à travers la stratégie de partenariats avec les pays membres (SPPM) axée sur la chaîne de valeur mondiale. La première stratégie axée sur la chaîne de valeur mondiale est en cours d'élaboration en faveur du Gabon, de la Turquie, des Maldives et du Maroc.
5. Le rapport est divisé en trois sections, dont l'aperçu donné dans la première section. Il est suivi d'un exposé sur la mise en œuvre du programme dans la deuxième partie. L'exposé répond à trois questions relatives aux engagements, approbations et attentes. Un aperçu du nouveau paradigme de la Banque, SPPM axées sur la chaîne de valeur mondiale, à travers lequel la BID appuiera les pays membres, est donné. Plus de détails sur le modèle de la BID relatif la chaîne de valeur mondiale et l'outil de filtrage sont fournis à l'Annexe 1.

2. MISE EN OEUVRE DU PSDA

2.1. Quels étaient les engagements ?

6. Pour la mise en œuvre du PSDA, le Groupe de la BID a dégagé 4,0 milliards USD sur cinq ans (1429-1433), soit le double du montant consacré à la Déclaration de Ouagadougou. Le programme a reçu l'appui de tous les membres affiliés au Groupe de la BID : la Banque elle-même qui fournit le financement ordinaire ; le Fonds de solidarité islamique pour le

développement (FSID) ; la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) ; et la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID). L'assurance islamique était fournie par la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), tandis que l'Institut islamique pour la recherche et la formation (IIRF) s'était occupé du renforcement des capacités en finance islamique.

7. Environ 70% du financement total, soit 2,8 milliards USD, ont été engagés à partir des ressources ordinaires de la BID, y compris 1,3 milliard USD provenant du FSID. La SIFC a dégagé 27%, soit 1,07 million USD, pour les opérations commerciales. La SID a mis 3%, soit 0,12 million USD, pour le développement du secteur privé.
8. Aucun engagement spécifique n'était venu de la SIACE. Cette dernière avait plutôt fourni une couverture en assurance aux opérations de la SIFC et de la SID. Le plan de financement pour tout le Groupe est présenté dans le Tableau 1.

Table 1 IDB Group Annual Financing Plan (1429-1433H) (US\$ M)

Window/Year	1429H	1430H	1431H	1432H	1433H	Total
	2008	2009	2010	2011	2012	(US\$)
Ordinary Operations (ISFD included)	420	481	550	630	720	2,800
Trade Operations - ITFC	160	183	210	240	274	1,067
Private Sector Development (ICD)	20	23	26	30	34	133
Total (US\$)	600	687	786	899	1,029	4,000

Source: SPDA Framework for Action 1429 H/2008G/IDB

2.2. Quels étaient les approbations ?

9. Vers la fin du programme en 1433 (12 novembre 2012), le total des approbations du Groupe de la BID affichait 5,01 milliards de USD, couvrant 480 opérations (financement de projets, opérations commerciales et waqf) (cf. Tableau 2). Ces approbations ont représenté un « taux de réalisation » de 125% des allocations dégagées.

Table 2 - Gross Approvals for SPDA (1429H-1433H)¹ (USD Millions)

	1429 2008	1430 2009	1431 2010	1432 2011	1433 2012	Total
OCR Project Financing	537.4	577.6	788.7	870.4	875.3	3,649.3
Other Project Financing (UIF, APIF, Treasury)	93.5	14.3	94.3	43.4	40.8	286.2
Private Sector Development - ICD project Financing	75.5	9.3	42.0	43.4	28.0	198.1
Trade Financing (ITFC, UIF)	317.6	129.5	212.2	179.9	226.9	1,066.0
of which ITFC	310.1	119.5	212.2	175.9	217.9	1,035.5
Waqf Fund Financing	0.8	1.1	0.8	2.7	0.0	5.3
Total	949.2	722.5	1,095.9	1,096.3	1,142.9	5,006.9

Source: Economic Research and Policy Department, IDB.

N.B: These data for Sub-Saharan African Member Countries and not for LDMCs in Africa.

¹ Cut-off date for data reported in this table was 29 Dhul-Hijja 1433H (14 November 2012).

Source: Economic Research and Policy Department, IDB.

2.3. Quelles étaient les attentes en termes de résultats ?

10. Cette section donne un aperçu des projets approuvés au titre du programme. Il s'agit de souligner certains des résultats attendus de ces projets, une fois mis en œuvre. Pour **l'infrastructure**, des routes longues de 2.500 km au total seront soit construites ou améliorées dans 31 pays membres. Cela s'ajoute à deux nouveaux aéroports qui ont été approuvés en faveur du Sénégal et du Soudan afin de renforcer ces économies et leur rôle de hubs aérien dans la région. Plus de 900 MW d'électricité seront produits dans six pays, principalement à partir de sources hydroélectriques, ce qui renforcera davantage la durabilité environnementale de la région. Ces projets de production d'électricité prévoient la construction de près de 700 km de lignes électriques, ce qui donnera à plus de 40.000 ménages accès à l'énergie. Si l'on prend six ménages en moyenne, cela signifie qu'environ un quart de million de personnes auront un accès à l'énergie. Des lampadaires, au nombre de 800 environ, seront également construits dans 2 pays. Grâce au projet ECOWAN, la Gambie et la Sierra Leone verront leurs abonnements à l'Internet haut débit se multiplier 13 fois, tandis que le nombre d'utilisateurs Internet augmentera 6 fois et environ 1.500 km de câbles à fibres optiques seront posés. L'appui à l'eau et à l'assainissement se traduira par une augmentation de l'alimentation en eau pour couvrir une superficie de 800 km², ce qui apportera plus de 200.000 m³ d'eau par jour aux populations. Cela signifie que plus de 50.000 ménages auront accès à l'eau salubre et à des réservoirs d'une capacité de 45.000 m³ par jour.
11. S'agissant du **développement humain**, plus de 325 nouveaux établissements d'enseignement primaire et secondaire et plus de 1.000 salles de classe seront construits et équipés d'ici la fin mise en œuvre du programme. Trois collèges techniques et huit facultés seront également construits ou équipés. Etant donné que l'augmentation de l'accès à l'éducation doit être complété par l'amélioration de la qualité, des projets ont été approuvés à l'effet de renforcer les capacités des enseignants, des inspecteurs d'éducation, des administrateurs et des chargés de cours dans sept pays, en plus de la fourniture de supports pédagogique. Pour lutter contre le chômage des jeunes et améliorer la qualité de

l'éducation, plus de 400 salles de classe dans 120 nouvelles madrassas devant accueillir plus de 5.000 élèves, principalement des filles et des écoliers issus de milieux défavorisés, seront construites au Niger, en Gambie, au Sénégal et Nigeria.

12. Dans le secteur de la santé, plus de 10 nouveaux hôpitaux et plus de 120 cliniques, dispensaires et établissements de soins de santé primaires seront construits ou modernisés d'ici la fin de la mise en œuvre du programme. Cela se traduira par l'augmentation de la capacité en lits dans ces institutions d'environ 1.200. Parallèlement à ces projets, près d'un million de moustiquaire imprégnées d'insecticides à longue durée seront fournies pour lutter contre le paludisme. Pour renforcer les capacités en matière des soins de santé, plus de 20 médecins et plus de 500 étudiants en cardiologie, techniciens de santé ophtalmologistes seront formés. Il s'y ajoute que des équipements médicaux destinés aux services de cardiologie et de chirurgie ainsi qu'aux laboratoires médicaux, seront fournis.
13. Dans le domaine de l'agriculture, plus de 800.000 hectares de terres seront mis en valeur et cultivés, y compris des terres à faible rendement dans certains pays. Cela devrait entraîner une augmentation de la production de cultures de base et commerciales. En outre, 8 à 10 réserves stratégiques de céréales seront créées pour faciliter la consommation, compte tenu de la vulnérabilité de certains pays membres face à l'insécurité alimentaire résultant d'inondations ou de sécheresses. Pour encourager la recherche agricole, 5 à 6 laboratoires de recherche sur les sols et les semences seront construits, rénovés ou modernisés à la fin de la période de mise en œuvre du programme.

3. STRATÉGIE DE PARTENARIAT DES PAYS MEMBRES AXÉE SUR LA CHAÎNE DE VALEUR MONDIALE

14. La Banque islamique de développement a adopté une nouvelle approche pour formuler et mettre en œuvre ses stratégies de partenariat avec les pays membres. La nouvelle approche s'appuie sur les leçons tirées de la mise en œuvre de la première génération des stratégies de partenariat et est guidée par la notion de « mettre les marchés au service du développement », élément central du Programme quinquennal du Président. Grâce à cette approche, la BID aide les pays membres à intégrer les chaînes de valeur mondiales, par la promotion de leurs produits. Cet objectif sera réalisé grâce à des interventions ciblées, qui auront plus d'impact, plus de cohérence et donc plus d'avantages au pays membre.
15. À cet égard, la Banque a mis au point un nouvel outil d'analyse, le modèle de chaîne de valeur et le l'outil de filtrage de la BID, afin d'identifier ces industries et produits (cf. Annexe pour de plus amples détails sur le modèle). Une fois les industries et les produits sont identifiés et une analyse complète de la demande du marché, du potentiel de croissance, de la valeur ajoutée et des liens entre secteurs et entreprises est effectuée, l'analyse axée sur la chaîne de valeur mondiale sera utilisée pour identifier les goulots d'étranglement, le manque de capacités et le potentiel des produits dans toute la chaîne, à partir du stade de production initial jusqu'à l'exportation. Ainsi, des interventions

pertinentes viseront à combler les lacunes et les goulets d'étranglement dans les chaînes de valeur mondiales des industries et produits des pays.

16. C'est pourquoi à chaque étape de la chaîne de valeur, les départements et services de la BID peuvent identifier, sur la base des politiques sectorielles, les interventions que la Banque peut entreprendre pour renforcer la chaîne et mobiliser d'autres sources de financement pour optimiser l'impact du développement des chaînes de valeur mondiales et aider les pays membres dans la réalisation de leurs Objectifs de développement durable.

Annexe 1 : Aperçu du modèle de chaîne de valeur globale et de l'outil de filtrage de la BID

Le modèle de la chaîne de valeur mondiale de la BID est axé sur une approche prospective ; il identifie les chaînes de valeur potentielles grâce à une méthodologie établie en interne qui met l'accent sur la compétitivité des pays en fonction de leurs industries et produits.

Le nouvel outil quantitatif de la Banque pour la sélection et l'identification de la chaîne de valeur s'appuie sur trois paradigmes axés sur le potentiel des biens intermédiaires plutôt que sur les biens finaux. Ces trois paradigmes de l'approche de la Banque qui guide l'outil quantitatif d'identification de la chaîne de valeur sont décrits comme le « Triangle de l'approche de la chaîne de valeur de la BID ».

Le premier paradigme est le « potentiel naturel » des pays. Ce paradigme prend en compte l'avantage comparatif que présentent les industries des pays membres. Il analyse une économie précise à la lumière de la structure économique et l'écosystème qui peuvent efficacement produire une exportation, par rapport aux autres pays dans le monde. Le deuxième paradigme est le « potentiel dynamique » qui adopte une approche prospective pour l'identification et la quantification de produits ou biens intermédiaires potentiels qui peuvent être à l'avant-garde, en utilisant quelques indicateurs, tels que la croissance du marché, les projections de la demande mondiale, l'éloignement du marché et la concentration potentielle des exportations. Le troisième paradigme est le « potentiel de réaliser un excédent et de produire d'autres effets » qui évalue la valeur ajoutée statique d'une industrie et les liens existant entre les différentes industries d'une économie donnée. Le « potentiel de réaliser un excédent et de produire d'autres effets » vise à identifier les liens en amont et en aval, des effets potentiels des interconnexions entre industries et à optimiser la valeur ajoutée dans une industrie donnée.

Sur la base des trois paradigmes du triangle, l'outil quantitatif de la Banque pour l'identification des chaînes de valeur a été mis au point dans le but de souligner les produits les plus prometteurs dans des secteurs particuliers à travers lesquels un pays serait en mesure d'intégrer la chaîne de valeur mondiale. Bien que la plupart des pays membres de la BID aient peut-être déjà identifié le premier paradigme, à savoir le potentiel naturel des industries, l'approche de cet outil quantitatif va encore plus loin avec un potentiel dynamique ainsi que le potentiel de réaliser un excédent et de produire d'autres effets permettant plus de données pour l'identification de produits potentiels

qui peuvent intégrer la chaîne de valeur mondiale. Ces étapes sont illustrées dans l'« outil de filtrage de la chaîne de valeur ». L'outil de filtrage de la chaîne de valeur constitue une approche systématique permettant de quantifier chaque étape des trois paradigmes du triangle de l'approche de la chaîne de valeur.

En appliquant cette approche de chaîne de valeur mondiale, la stratégie de partenariat avec le Gabon est axée sur deux produits importants, à savoir le manganèse et le bois. Une analyse plus approfondie éclairera les interventions thématiques et sectorielles qui seront mises en œuvre pour obtenir les résultats attendus de cette stratégie de partenariat. La stratégie de partenariat axée sur la chaîne de valeur mondiale avec le Gabon pour la période 2019-2023 définit les contextes du pays et du développement, l'orientation du gouvernement, et présente les résultats de l'analyse qui a identifié les produits importants. Elle s'appuie sur trois analyses détaillées : une étude de diagnostic du pays, une analyse de chaînes de valeur mondiales, et un rapport sur les bailleurs de fonds, lesquels seront tous publiés séparément sous forme de travaux économiques sur le Gabon. La stratégie sera complétée par un programme qui énoncera en détail les interventions, les programmes et les projets, ainsi que les résultats escomptés et les mécanismes de financement.
